

quasi unanime comme le successeur de M. Deschanel. On mentionnait aussi les noms de MM. Léon Bourgeois et Raoul Péret, respectivement présidents du sénat et de la chambre, de MM. Charles Jonnart, ambassadeur extraordinaire auprès du Vatican, Alexandre Ribot, Jules Pames et Georges Leygues. Mais évidemment, M. Millerand n'avait qu'à donner son consentement pour être porté irrésistiblement à la suprême magistrature. Cet assentiment a paru d'abord douteux. Le premier ministre ne cachait pas sa préférence pour le poste qu'il occupait, et où il se croyait en état de rendre plus de services qu'à la présidence de la république. Mais les instances de ses amis et des principaux chefs du parlement ont eu raison de ses répugnances. Au caucus des sénateurs et des députés tenu la veille de l'élection il a été désigné comme le seul candidat. Et le lendemain, 23 septembre, il a été élu par l'assemblée nationale à peu près sans contestation. Il y avait 892 membres présents. On a constaté une centaine d'abstentions. Les socialistes unifiés ont donné 69 votes à M. Gustave Delory, député de Lille. Une vingtaine de votes se sont éparpillés sur des candidats quelconques. Et M. Millerand a reçu 695 suffrages. Son élection a été acclamée. Elle était probablement l'une des meilleures qu'il fût possible d'espérer dans les circonstances présentes. L'attitude digne et ferme qu'il avait su donner à la France dans les récentes complications internationales, le prestige acquis à celle-ci par l'éclatant succès de sa politique dans la question russo-polonaise avaient assuré à M. Millerand une immense popularité.

Le président élu, on se demandait qui allait être premier ministre. Les noms mis en vedette étaient surtout ceux de MM. Aristide Briand et Jonnart. C'est M. Georges Leygues que M. Millerand a appelé à lui succéder à la tête du cabinet. Voici en quels termes les dépêches ont annoncé cette nouvelle :